

Séance publique du 21 juillet 2022
à 18h00

ROANNAIS
AGGLOMERATION

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-116

Transition Energétique

Création de la société par
actions simplifiées
« massification solaire »

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	54
Pouvoirs	18
Pour	68
Contre	0
Abstention	4

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le 13 juillet 2022, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Christine Aranéo - Marcel Augier - Jean-Jacques Banchet - Martine Barroso - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Laurence Boyer - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Patrick Collet - Aimé Combaret - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Jean-Marc Detour - Pierre Devedeux - Christian Dorange - David Dozance - Christian Dupuis - Daniel Fréchet - Annie Gerenton-Gilles Goutaudier - Patricia Goutorbe - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Sébastien Lassaigue - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Stéphane Matias (*suppléant de Marie-Christine Bravo*) - Pascal Muzart - Yves Nicolin - Mahdi Nouibat - Yves Perrin - Philippe Perron - Jade Petit - Marcel Peuillon - Serge Pralas - Stéphane Raphaël - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Sophie Rotkopf - Jean Smith - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Isabelle Valcourt - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne.

Ne prend pas part au vote :

Romain Bost.

Certifié exécutoire	26 JUL. 2022
Reçu en Préfecture	26 JUL. 2022
Publié	26 JUL. 2022

Etaient absents :

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Jean-Marc Ambroise	X		
Pierre Barnet	X		
Jean-Yves Boire	X		
Michelle Bouchet	X		
Edmond Bourgeon			Jean-Jacques Banchet
Marie-Christine Bravo		Stéphane Matias	
Christine Chevillard			Franck Beysson
Pierre Coissard	X		
Sandra Creuzet			Jean-Luc Mardeuil
Jean-Paul Descombes	X		
Catherine Dufossé			Catherine Brun
Jacky Geneste	X		
Quentin Guillermin			Maryvonne Loughraieb
Fabien Lambert			Jade Petit
Hélène Lapalus			Christian Dorange
Christelle Lattat			Philippe Perron
Muriel Marcellin			Pierre Devedeux
Franck Maupetit			Annie Gerenton
Patrick Meunier			Guy Lafay
Véronique Mouiller			Isabelle Berthelot
Lucien Murzi			Adina Lupu Bratiloveanu
Nabih Nejjar	X		
Gilles Passot			Romain Bost
Éric Peyron			Serge Pralas
Anne Pilato	X		
Christophe Pion	X		
Didier Prunet			Laurence Boyer
Vickie Redeuilh			Corinne Troncy
Marie-Hélène Riamon			Denis Vanhecke

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance : Jacques Troncy.

Vu l'article L. 2224-32 du Code Général des Collectivités Territoriales permettant l'aménagement et l'exploitation d'installation de production d'énergies renouvelables ;

Vu les dispositions du livre II du Code du commerce relatives aux sociétés commerciales et aux groupements d'intérêt économique ;

Vu l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que le Conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes, cette disposition étant applicable aux Communautés d'Agglomération ;

Vu l'article L. 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant que « Le Conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations », cette disposition étant applicable aux Communautés d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statuts de Roannais Agglomération et notamment la compétence facultative « Photovoltaïque en toitures » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire N° DCC 2016-020 du 25 février 2016, relative à l'adoption d'un Plan climat Air Energie Territorial 2016-2021 dans un objectif de Territoire à Energie Positive ;

Vu la délibération du Conseil communautaire N°DCC 2017-009 du 23 février 2017 approuvant la participation de Roannais Agglomération à la Société d'Economie Mixte ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES en qualité d'actionnaire majoritaire aux côtés de la Société de financement régional OSER ;

Considérant le contexte ci-après :

Roannais Agglomération a créé 3 sociétés en 2018 pour porter le développement, la construction et l'exploitation du parc photovoltaïque de Roanne, du parc éolien des Noës et du parc éolien d'Urbise.

Le capital de ces sociétés étant réparti de la manière suivante :

- Roannais Agglomération : 72%
- OSER : 18%
- ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES : 10 % (détenue à 80% par Roannais Agglomération et 20% par OSER)

Roannais Agglomération souhaite créer une société de projet supplémentaire pour porter le projet de massification photovoltaïque en toitures et ombrières sur un ensemble de bâtiments et de parkings appartenant soit à des Communes membres de Roannais Agglomération, soit à Roannais Agglomération, soit à des tiers ou des entreprises privées.

Considérant les caractéristiques suivantes :

- Nom de la société : Massification Solaire
- Forme sociale : société par actions simplifiées
- Objet social : le développement, le financement, l'installation et l'exploitation de centrales photovoltaïques en toitures ou ombrières de parkings sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.
- Capital social : 1.000 €
- Actionnariat :
 - o Roannais Agglomération : 72%
 - o OSER : 18%
 - o ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES : 10%

- Composition du Conseil d'administration :
 - o 3 membres de Roannais Agglomération
 - o 1 membre de la ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES
 - o 1 membre de OSER
- Composition de l'Assemblée Générale :
 - o 1 membre de Roannais Agglomération
 - o 1 membre de OSER
- Présidence assurée par la ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré avec 68 voix pour, 0 contre et 4 abstentions (Denis Vanhecke - Marie-Hélène Riamon - Franck Beysson - Christine Chevillard) :

- approuve la participation de Roannais Agglomération à la création de la société par actions simplifiées « Massification Solaire » ;
- approuve le montant de la répartition du capital social de la société « Massification Solaire » précisé ci-dessous :

Actionnaires	Nombre d'actions	Prix unitaire (€)	Montant
Roannais Agglomération	72	10	720 euros
OSER	18	10	180 euros
Roannaise des Energies Renouvelables	10	10	100 euros
TOTAL	100	10	1 000 euros

- approuve la participation de Roannais Agglomération au capital de la société « Massification Solaire » à sept cent vingt euros (720,00 €), somme qui sera libérée intégralement en une fois sur le compte capital de la société en formation ;
- dit que cette dépense sera affectée sur le budget général, chapitre 26 ;
- approuve les statuts et le pacte d'associés Massification Solaire de la société selon les projets annexés ;
- approuve que la Présidence de la société soit assumée par la SEM Roannaise des Energies Renouvelables, elle-même représentée par son Président Directeur Général ;
- donne tout pouvoir à Monsieur le Président de Roannais Agglomération ou son représentant, à signer les actes se rapportant à la présente délibération et, plus généralement, de faire tout ce qui est nécessaire pour le bon déroulement des opérations susmentionnées ;
- accepte de ne pas procéder au scrutin secret pour désigner les représentants de Roannais Agglomération au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la société « Massification Solaire » ;
- approuve la liste des représentants qui siégeront au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de la société « Massification Solaire » de la façon suivante :

Au Conseil d'administration (3)	A l'assemblée générale (1)
Nicolas CHARGUEROS	Yves NICOLIN
Jacques TRONCY	
Eric PEYRON	

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne

PACTE D'ASSOCIÉS
DE LA SOCIÉTÉ MASSIFICATION SOLAIRE

ENTRE

- 1. La Communauté d'agglomération "ROANNAIS AGGLOMERATION"**
- 2. La société "SOCIETE DE FINANCEMENT REGIONAL OSER"**
- 3. La société "ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES"**

Projet ACTIS AVOCATS du 20 mai 2022
Sans valeur juridique susceptible de modification

LES SOUSSIGNEES

1. La Communauté d'agglomération "ROANNAIS AGGLOMERATION"

collectivité territoriale à statut particulier

dont le siège social est à ROANNE (Loire) - 63 Rue Jean Jaurès

immatriculée sous le numéro de SIRET n° 200 035 731 00013

représentée par Monsieur Nicolas CHARGUEROS, agissant en qualité de Vice-Président Délégué à l'Environnement, Développement Durable et la sylviculture de la Communauté d'Agglomération, spécialement habilité aux termes d'une délibération en date du 2022

La soussignée 1 étant ci-après dénommée individuellement dans le corps du présent pacte "**ROANNAIS AGGLOMERATION**" ou "**l'Associé Majoritaire**"

2. La société "SOCIETE DE FINANCEMENT REGIONAL OSER"

société par actions simplifiée au capital de 17.426.000 EUROS

dont le siège social est à LYON (Rhône) - 1 Esplanade François Mitterrand

immatriculée au RCS de LYON sous le n° 799 342 530

représentée par Monsieur Frédéric FOURNIER, en sa qualité de Président de la société, , dûment habilité aux termes d'une délibération en date du 2022

La soussignée 2 étant ci-après dénommée individuellement dans le corps du présent pacte "**la Société OSER**" ou "**l'Associé Minoritaire**"

3. La société "ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES"

société anonyme d'économie mixte locale au capital de 150.000 EUROS

dont le siège social est à ROANNE (Loire) - Roannais Agglomération - 63, rue Jean Jaurès

immatriculée au RCS de ROANNE sous le n°829 482 561

représentée aux fins des présentes par Monsieur Yves NICOLIN, en sa qualité de Président Directeur Général, , dûment habilité aux termes d'une délibération en date du 2022

La soussignée 3 étant ci-après dénommée individuellement dans le corps du présent pacte "**la Société ROANNAISE DES ENR**"

Les soussignées 2 et 3 étant ci-après également dénommées individuellement dans le corps du présent pacte l'"**Associé Minoritaire**" et collectivement les "**Associés Minoritaires**".

Les soussignées 1 à 3 étant ci-après également dénommées individuellement dans le corps du présent pacte l'"**Associé**" et collectivement les "**Associés**".

EN PRESENCE DE

4. La société "**MASSIFICATION SOLAIRE**"

société par actions simplifiée au capital de 1.000 EUROS

dont le siège social est sis Roannais Agglomération - 63, rue Jean Jaurès à Roanne (42311)

immatriculée au RCS de ROANNE sous le numéro

représentée aux fins des présentes par son Président,,
ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

La soussignée 4 étant ci-après dénommée individuellement dans le corps du présent pacte la "**Société**", intervenant pour accepter les droits qui lui sont consentis et les obligations mises à sa charge par les présentes.

Les soussignés 1 à 4 étant ci-après également dénommés individuellement dans le corps du présent pacte la "**Partie**" et collectivement les "**Parties**".

APRES AVOIR PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

- A. La Société a pour objet le développement, le financement, la construction et l'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture ou parking, sur le territoire de ROANNAIS AGGLOMERATION (ci-après les "**Centrales Photovoltaïques**").

Dans ce cadre, la Société a vocation à financer, à réaliser ou faire réaliser les études de faisabilité, obtenir les autorisations administratives liées à la construction et à l'exploitation de Centrales Photovoltaïques.

- A. Au jour de la signature du présent Pacte, le capital social de la Société est réparti comme suit :

Associés	Nombre d'actions	%
ROANNAIS AGGLOMERATION	72 actions	72 %
Société OSER	18 actions	18 %
Société ROANNAISE DES ENR	10 actions	10 %
Total des actions composant le capital social	100 actions	100 %

- B. Ceci exposé, les Associés ont établi le présent pacte d'associés (le "**Pacte**") afin de régir leurs relations au sein du capital social de la Société et les droits et obligations de chacun d'eux en cas d'opérations susceptibles de modifier la répartition du capital social de la Société, ainsi qu'organiser la gouvernance de la Société.

ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

TITRE I – DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article 1 - Définitions - Interprétation - Objet - Conditions générales

1.1. Définitions

Les Parties ont expressément décidé qu'à chaque fois qu'ils seront utilisés dans le corps du Pacte, les mots ou expressions commençant avec une majuscule ci-dessous auront la définition suivante, qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel, à moins que le texte n'exige une autre interprétation : étant précisé que les termes et expressions définis dans le corps du Pacte ne sont pas systématiquement repris ici et que la définition qui leur est ainsi donnée est applicable à tout le Pacte.

Annexe	désigne tout document et/ou information annexés au présent Pacte.
Article	désigne tout article du Pacte.
Associé	a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.
Associé Majoritaire	a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.
Associé Minoritaire	a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.
Budget Annuel	désigne un budget prévisionnel de la Société comprenant un bilan, un compte de résultat et un tableau de financement et faisant apparaître les dépenses prévisionnelles à réaliser par la Société au titre d'un exercice social.
Contrôle	a le sens qui lui est donné par l'article L. 233-3 I du Code de commerce, les termes " Contrôlant " et " Contrôlé(e) " s'entendant par référence à la notion de Contrôle ainsi définie.

Départ Avant Exploitation	a le sens qui lui est donné à l'Article 5.
Départ Après Exploitation	a le sens qui lui est donné à l'Article 5.
Droit de Sortie Conjointe	désigne le droit de sortie conjointe prévu à l'Article 4 du Pacte.
Expert	a le sens qui lui est donné à l' <u>Annexe 4.2.</u>
Mandataire	a le sens qui lui est donné à l'Article 11.1.
Mésentente	<p>désigne une divergence de vues profonde ou une mésentente profonde entre l'Associé Majoritaire et la Société OSER (ou leurs Administrateurs respectifs), dès lors que cette divergence de vues profonde ou cette mésentente profonde est fondée sur des éléments objectifs dont l'Associé Majoritaire ne pouvait qu'avoir connaissance. La Mésentente sera notamment caractérisée :</p> <p>(i) en cas d'impossibilité de trouver un accord entre les Administrateurs représentant l'Associé Majoritaire et l'Administrateur représentant la Société OSER sur une ou plusieurs décisions du Conseil d'Administration de la Société visées à l'article 13 des Statuts de la Société, dès lors que pour la décision concernée, il existerait des alternatives financièrement équivalentes ou mieux disantes que les Administrateurs représentant l'Associé Majoritaire refuseraient de prendre en compte</p> <p>(ii) dans le cas où le Président et/ou le Directeur Général et/ou le Conseil d'Administration de la Société prendrait une décision visée à l'article 13 des Statuts de la Société sans qu'elle ait été approuvée par l'Associé Minoritaire ou l'Administrateur le représentant</p> <p>(iii) dans le cas où une (ou des) décision(s) unilatérale(s) de l'Associé Majoritaire conduirai(en)t à ne plus respecter les conditions financières et économiques prévues dans le Plan d'Affaires.</p>

**Notification de
Sortie Conjointe**

a le sens qui lui est donné à l'Article 4.2. du Pacte.

**Notification de
Transfert**

a le sens qui lui est donné à l'Article 4.2. du Pacte.

Pacte

désigne le présent pacte d'Associés et des titulaires de Titres de la Société, tel qu'amendé le cas échéant ultérieurement par voie d'avenant signé par chacune des Associés, ainsi que ses Annexes qui en font partie intégrante.

Parc Eolien

a le sens qui lui est donné au A. du préambule du Pacte.

Partie

a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.

Plan d'Affaires

désigne le plan d'affaires établi par les Associés dans le cadre du développement de Centrales Photovoltaïques, décrivant notamment le prévisionnel financier [en particulier les dépenses d'investissement (CAPEX) et les dépenses d'exploitation (OPEX) et les revenus à percevoir par la Société] du projet sur plusieurs exercices.

**Prix de Transfert
Cession Conjointe**

a le sens qui lui est donné à l'Article 4.2.

Promesse d'Achat

a le sens qui lui est donné à l'Article 5.

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.

Société

a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.

Société OSER

a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.

**Société ROANNAISE
DES ENR** a le sens qui lui est donné en tête du présent Pacte.

Statuts a le sens qui lui est donné à l'Article 1.4.

Sûreté signifie tout type de sûreté, tout droit réel accessoire, privilège, délégation, cession à titre de garantie, droit de rétention, réserve de propriété ou toute saisie, ainsi que les options, promesses ou autres droits réels, restreignant la pleine propriété ou négociabilité de l'actif ou du droit concerné. Cette expression sera considérée comme incluant tout accord ou promesse visant à l'octroi d'une Sûreté.

Tiers désigne toute personne qui n'a pas la qualité de Partie au Pacte.

Titre désigne tout titre (ou démembrement de titre) émis ou à émettre représentatif d'une quotité du capital social de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital social ou de droit de vote de la Société, ainsi que tout bon, droit ou option de souscription ou d'attribution d'actions et plus généralement toute valeur mobilière visée au chapitre VIII du Titre II du Livre II du Code de commerce.

**Titres Objet de la
Promesse d'Achat** a le sens qui lui est donné à l'Article 5.

**Transfert ou
Transfert de Titres** désigne (i) tout transfert de propriété réalisé à titre gratuit ou onéreux à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu'il intervienne, y compris, notamment, les transferts par voie d'apport en société, de cession, de fusion, scission, d'échange, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de dation en paiement, de partage, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de décès, de liquidation de société, communauté ou succession,

de transfert portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit, la jouissance ou tous droits dérivant d'un Titre ou (ii) renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution ou (iii) constitution ou réalisation de Sûreté sur les Titres, ainsi que tout engagement ou promesse de réaliser l'un quelconque des transferts énuméré ci-dessus.

Il est précisé que l'expression "**Transfert de Titres**" comprendra aussi bien les Transferts portant sur la propriété des Titres que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant d'un Titre tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe "**Transférer**" s'entendra de la même manière.

Transfert Autorisé désigne les Transferts par un Associé à toute société de portefeuille, intervenant dans un but exclusivement patrimonial, Contrôlée exclusivement par ce dernier.

1.2. Interprétation

Certains termes utilisés dans les présentes sont définis à l'Article 1.1 ci-dessus. D'autres le sont dans le contexte de l'exposé ou d'un Article particulier.

Tout terme défini par référence à un autre document a la signification qui lui est donnée dans ce document.

L'usage du terme "y compris" ou "notamment" implique que l'énumération ou l'illustration qui le suit n'est en rien limitative ou exhaustive.

Tout terme défini s'entend, selon le cas, du genre masculin et du genre féminin ainsi que du mode singulier ou du mode pluriel.

A moins que le contexte nécessite qu'il en soit autrement, toute référence à une disposition légale s'entend de la disposition telle qu'elle pourra à l'avenir être modifiée, remplacée ou codifiée dans la mesure où cette modification, ce remplacement ou cette codification est applicable ou est susceptible de s'appliquer aux opérations conclues en vertu du Pacte.

1.3. Objet

L'objet du Pacte est de définir les droits et obligations des Parties et les termes qu'elles acceptent de respecter pendant la durée du Pacte en vue de la poursuite de leurs objectifs communs à travers la Société, sans qu'il y ait de solidarité entre les Parties sauf disposition contraire du Pacte.

1.4. Conditions générales : primauté du Pacte

Les statuts de la Société en vigueur à ce jour figurent en **Annexe 1.4.**, (les statuts en vigueur à la date considérée étant dénommé les "***Statuts***"). En cas de conflit entre les Statuts et le Pacte, les Associés s'engagent à faire prévaloir les dispositions du Pacte et à prendre toutes dispositions nécessaires à cet effet.

Les Associés s'interdisent de procéder à toute modification des Statuts qui aurait pour effet de faire obstacle à l'une des dispositions du Pacte.

Article 2 - Déclarations des Associés

Chaque Associé déclare aux autres Parties que :

- (i) elle est une entité disposant de la personnalité morale, légalement constituée et en situation régulière au regard de la loi et que son représentant a tous pouvoirs et qualités pour signer le Pacte
- (ii) la signature et l'exécution du Pacte ont été valablement autorisées par les organes compétents ; ni la signature du Pacte, ni l'exécution de l'un quelconque des engagements qui y sont stipulés ne constitue ni ne constituera un manquement à l'un quelconque de ses engagements à l'égard d'un Tiers; et
- (iii) le présent Pacte engage valablement la Partie concernée, conformément à ses termes.

TITRE II – ETABLISSEMENT DU PLAN D'AFFAIRES

Article 3 - Etablissement du Plan d'Affaires

Les Associés ont établi un Plan d'Affaires pour le développement, le financement, la construction et l'exploitation de Centrales Photovoltaïques. Au terme du Plan d'Affaires, le financement, le développement et la construction de Centrales Photovoltaïques, la Société requiert des capitaux qui sont estimés à un montant d'environ..... EUROS. Ce Plan d'Affaires est annexé au Pacte (**Annexe 3**)

La modification ou l'actualisation du Plan d'Affaires de la Société ainsi que la validation du Budget Annuel de la Société devront être décidées par le Conseil d'Administration de la Société délibérant conformément aux dispositions de ses statuts reprises à l'article 8 du Pacte.

TITRE III –RESTRICTIONS AU TRANSFERT DES TITRES

Article 4 - Droit de sortie conjointe

4.1. Droit de Sortie Conjointe : Fait générateur

Tout projet de Transfert de Titres par l'Associé Majoritaire, autre qu'un Transfert Autorisé, pourra donner lieu à l'exercice d'un droit de sortie conjointe et proportionnelle par les Associés Minoritaires par participation au projet de Transfert notifié selon les modalités ci-après définies (le "**Droit de Sortie Conjointe**").

4.2. Droit de Sortie Conjointe : Procédure

Dans les trente (30) jours de la réception d'une Notification de Transfert tel que ce terme est défini dans les Statuts de la Société adressée par l'Associé Majoritaire aux Associés Minoritaires, ces derniers pourront transmettre à l'Associé Majoritaire une notification en réponse lui indiquant qu'ils entendent exercer leur Droit de Sortie Conjointe (la "**Notification de Sortie Conjointe**").

Pour être valable, la Notification de Sortie Conjointe devra comporter notamment l'engagement inconditionnel et irrévocable de l'Associé Minoritaire concerné de vendre au cessionnaire concomitamment à l'Associé Majoritaire le nombre de Titres qu'il est en droit de Transférer conformément à la formule visée à l'Article 4.3, et ce aux conditions énoncées dans la Notification de Transfert et au Prix de Transfert Cession Conjointe (tel que ce terme est défini à l'Article 4.3 ci-après).

Dans le cas où le Transfert envisagé dans la Notification de Transfert ne serait pas une contrepartie exclusivement en numéraire, l'Associé Minoritaire devra indiquer dans la Notification de Sortie Conjointe s'il accepte le Prix Offert ou s'il souhaite avoir recours à la procédure d'expertise visée à l'**Annexe 4.2**.

Toute Notification de Sortie Conjointe qui ne respectera pas les conditions mentionnées ci-avant sera réputée nulle et non avenue pour ne pas avoir été valablement adressée.

A défaut d'envoi d'une Notification de Sortie Conjointe en réponse à la Notification de Transfert dans le délai visé ci-dessus, l'Associé Minoritaire concerné sera réputé avoir renoncé à son Droit de Sortie Conjointe exclusivement pour les besoins du Transfert de Titres envisagé.

4.3. Prix de Transfert Cession Conjointe

Le prix par Titre auquel l'Associé Minoritaire concerné Transférera ses Titres en cas d'exercice de son Droit de Cession Conjointe (ci-après le "**Prix de Transfert Cession Conjointe**") sera égal au Prix Offert ou au Prix de Transfert Cession Conjointe tel que déterminé par l'Expert conformément aux termes de l'**Annexe 4.2** dans le cas où l'Associé Minoritaire concerné aurait indiqué dans la Notification de Cession Conjointe son souhait d'avoir recours à la procédure d'expertise.

4.4. Nombre de Titres objet du Droit de Sortie Conjointe

Le nombre maximal de Titres pouvant être cédés par l'Associé Minoritaire concerné ayant valablement exercé son Droit de Sortie Conjointe sera déterminé comme suit (sauf accord entre les Associés sur une répartition différente) :

$$NVM = \frac{VMT}{VMS} \times VMI$$

Où :

NVM = Nombre maximal de Titres pouvant être cédés par l'Associé Minoritaire concerné ayant valablement et définitivement exercé son Droit de Sortie Conjointe.

VMT = Nombre total de Titres détenus par l'Associé Minoritaire concerné ayant valablement et définitivement exercé son Droit de Sortie Conjointe.

VMS = Nombre total de Titres de la Société.

VMI = Nombre de Titres Concernés tel que figurant dans la Notification de Transfert.

Dans l'hypothèse où le nombre NVM ne serait pas un nombre entier, ce nombre serait réputé égal au nombre entier le plus proche.

Le projet de Transfert de Titres notifié ne pourra être réalisé, ni en totalité ni en partie, tant que le Droit de Sortie Conjointe prévu au présent Article n'aura pas été apuré.

4.5. Transfert

4.5.1. Le Transfert par l'Associé Majoritaire des Titres concernés au cessionnaire ne pourra intervenir qu'à la condition que les Titres détenus par l'Associé Minoritaire ayant valablement adressé une Notification de Sortie Conjointe, soient achetés par le cessionnaire en même temps et aux mêmes conditions (*mutatis mutandis*) que ceux détenus par l'Associé Majoritaire. A cet égard, l'Associé Majoritaire se porte fort de l'acquisition par le cessionnaire auprès de l'Associé Minoritaire ayant valablement adressé une Notification de Sortie Conjointe que le cessionnaire acquiert le prorata des Titres de l'Associé Minoritaire ayant valablement adressé une Notification de Sortie Conjointe.

4.5.2. A défaut d'obtenir l'engagement du cessionnaire d'acquérir les Titres détenus par l'Associé Minoritaire ayant valablement adressé une Notification de Sortie Conjointe et dans les conditions contenues au présent article, l'Associé Majoritaire devra (i) soit renoncer au projet de Transfert ayant donné lieu à l'exercice du Droit de Cession Conjointe, (ii) soit acquérir – préalablement à la réalisation du Transfert envisagé ayant donné lieu à l'exercice du Droit de Cession Conjointe – ces Titres aux mêmes prix et conditions.

A la date de ce Transfert, l'Associé Minoritaire ayant exercé son Droit de Cession Conjointe remettra au cessionnaire contre paiement d'un montant égal au Prix de Transfert Cession Conjointe multiplié par le nombre de Titres objets du Droit de Cession Conjointe, tous documents nécessaires pour réaliser le Transfert effectif des Titres de la Société, dûment complétés et signés.

4.5.3. En cas d'exercice du Droit de Sortie Conjointe, l'Associé Minoritaire ayant exercé son Droit de Cession Conjointe s'engage de manière ferme et irrévocable à voter pour l'agrément du cessionnaire dans les meilleurs délais, et ce conformément à la procédure d'agrément prévue par les dispositions statutaires.

4.6. Défaut d'exercice du Droit de Sortie Conjointe

Si l'Associé Minoritaire n'exerce pas son Droit de Sortie Conjointe, l'Associé Majoritaire sera libre de Transférer les Titres Concernés au cessionnaire selon les modalités et conditions indiquées dans la Notification de Transfert, sous réserve d'avoir respecté la procédure de préemption et d'agrément prévue par les dispositions des Statuts de la Société.

Article 5 - Promesse d'achat au profit de l'Associé Minoritaire

L'Associé Majoritaire s'engage dans l'hypothèse où :

- (i) avant le début de l'exploitation de Centrales Photovoltaïques de la Société, ROANNAIS AGGLOMERATION déciderait de remettre en cause sa politique actuelle de développement des énergies photovoltaïques et/ou déciderait de ne pas poursuivre le développement du projet de construction de Centrales Photovoltaïques (notamment par l'arrêt des études de faisabilité et/ou de recherches d'obtention des autorisations administratives) dès lors que la décision n'est pas liée à une décision légale ou réglementaire échappant au domaine de compétence de ROANNAIS AGGLOMERATION et qui s'avérerait réhibitoire (ci-après désignés le "**Départ Avant Exploitation**")
- (ii) après le début de l'exploitation de Centrales Photovoltaïques de la Société, en cas (a) de Mésentente entre ROANNAIS AGGLOMERATION et la Société OSER ou (b) ROANNAIS AGGLOMERATION déciderait de remettre en cause sa politique actuelle de développement des énergies photovoltaïques dès lors que la décision n'est pas liée à une décision légale ou réglementaire échappant au domaine de compétence de ROANNAIS AGGLOMERATION et qui s'avérerait réhibitoire (ci-après désignés le "**Départ Après Exploitation**") ;

à racheter à la Société OSER, si celle-ci lui en faisait la demande, les Titres qu'elle détiendra à la date effective du Cas de Déclenchement (les "**Titres Objet de la Promesse d'Achat**").

La date effective du Cas de Déclenchement est la date de constatation (i) soit de la remise en cause de politique actuelle de développement des énergies photovoltaïques par ROANNAIS AGGLOMERATION constaté (a), le cas échéant, dans le cadre de la politique de ROANNAIS AGGLOMERATION (notamment toute décision prise en ce sens lors d'un conseil communautaire) et/ou (b) par le fait que ROANNAIS AGGLOMERATION déciderait de ne pas poursuivre le développement du projet de construction de Centrales Photovoltaïques, (ii) soit de la Mésentente entre Associés.

Ainsi, l'Associé Majoritaire consent à la Société OSER, qui l'accepte, le bénéfice de la présente promesse irrévocable d'achat de Titres dans le cadre d'un Cas de Déclenchement (la "**Promesse d'Achat**"), avec faculté pour l'Associé Majoritaire de se substituer toute personne de son choix.

La Société OSER devra notifier à l'Associé Majoritaire sa décision de lever la Promesse d'Achat dans le délai de soixante (60) jours suivant la date à laquelle le Cas de Déclenchement ouvrant droit à l'exercice de la Promesse d'Achat aura été porté à sa connaissance.

La Société OSER ne pourra lever la Promesse d'Achat que pour la totalité des Titres qu'elle détient, et ce en une seule fois.

Le prix de cession des Titres de la Promesse d'Achat en cas d'exercice de ladite promesse sera égal :

- (i) en cas de Départ Avant Exploitation : à la valeur des apports en capital réalisés par la Société OSER augmentée (a) d'une somme égale à 10% par an des apports en numéraire finaux devant être apportés au capital de la Société par la Société OSER conformément au Plan d'Affaires ; et (b) des investissements en moyen humain (évalués d'ores et déjà de manière fixe et forfaitaire à EUROS par an).

Il est précisé que pour les délais visés au (a) et (b) ci-avant, les délais sont décomptés par période de 12 mois commençant à courir à compter de la signature du Pacte et prenant fin à la date de paiement des Titres Objet de la Promesse d'Achat ;

- (ii) en cas de Départ Après Exploitation : à défaut d'accord amiable entre l'Associé Majoritaire et la Société OSER sur le prix de cession des Titres, ce prix de cession sera déterminé par un expert conformément à la procédure d'expertise visée à l'**Annexe 4.2**. (les délais prévus dans ladite procédure devant être adaptées au cas présent).

Si la Promesse d'Achat n'est pas levée dans les conditions et délai prévus au présent Article à l'égard de l'Associé Majoritaire, elle deviendra caduque de plein droit, sans indemnité due d'aucune part.

Si la Promesse d'Achat est levée dans les conditions et délai prévu au présent Article, le Transfert des Titres Objet de la Promesse d'Achat et le paiement de leur prix d'achat s'effectuera au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la notification de la Société OSER de lever la Promesse d'Achat.

Le Transfert sera subordonné à la délivrance :

- (i) par l'Associé Majoritaire à la Société OSER, d'un chèque de banque (ou de tout document attestant de l'exécution d'un virement) d'un montant égal au prix d'achat ou d'acquisition des Titres Objet de la Promesse d'Achat ; et
- (ii) par la Société OSER à l'Associé Majoritaire, d'un ordre de mouvement dûment rempli et signé donnant à la Société ordre de procéder au profit de l'Associé Majoritaire au transfert des Titres Objet de la Promesse d'Achat.

Conformément à l'article R. 228-10 du code de commerce, la date du transfert de propriété des Titres Objet de la Promesse d'Achat est fixée par l'Associé Majoritaire et la Société OSER au jour de la remise des documents susvisés à la Société.

Pour le cas où la Société OSER aurait valablement exercé la Promesse d'Achat dans les conditions prévues ci-dessus, mais où l'Associé Majoritaire serait resté défaillant dans l'exécution de ses obligations au titre du présent Article, les Parties reconnaissent que l'inexécution, par l'Associé Majoritaire, de ses engagements au titre du présent Article ne pourrait être suffisamment sanctionnée par des dommages-intérêts (en tant que de besoin, les Parties renoncent à l'application des dispositions de l'article 1142 du Code civil) et justifie donc son exécution forcée.

Article 6 - Dispositions diverses relatives aux Transferts de Titres

6.1. Adhésion des cessionnaires de Titres

Les Associés s'engagent de manière ferme et irrévocable, sans préjudice du respect des autres dispositions des présentes, à ne Transférer, sous quelque forme que ce soit, les Titres leur appartenant ou qui viendraient à leur appartenir dans la Société, qu'à des personnes physiques ou morales qui auront préalablement adhéré en qualité d'Associé au présent Pacte (sauf pour les cessionnaires déjà partie au Pacte, qui ne changent pas de qualité), conformément au modèle d'acte d'adhésion figurant en **Annexe 6.1**, et en avoir justifié aux autres Parties. Les Parties s'engagent à signer tous documents qui pourraient raisonnablement être requis pour l'exécution des stipulations du présent Article.

Cette adhésion et cette acceptation conféreront audit cessionnaire le bénéfice de tous les droits que détenait aux termes des présentes le cédant, et lui feront de plein droit obligation de respecter toutes les obligations qui pesaient sur ce cédant (sauf accord contraire, écrit et préalable entre les Parties).

Les Transferts effectués en infraction des dispositions des présentes seront inopposables aux autres Parties.

La Société, partie aux présentes à cet effet, s'engage à assurer le respect des obligations stipulées au présent Pacte.

6.2. Conditions en cas de Transfert de Titres

6.2.1. Les Associés bénéficieront des mêmes conditions de Transfert de Titres que l'/les autre(s) Associé(s) cédante(s) (notamment concernant le prix de cession de leurs Titres et les modalités de paiement) et seront soumis aux mêmes engagements, notamment au titre des garanties qui seraient le cas échéant consenties. Il est précisé que les garanties qui seraient éventuellement consenties dans le cadre d'un Transfert de Titres (i) devront en tout état de cause être limitées dans leur montant et dans leur durée et (ii) seront données par chacun des Associés pari passu et proportionnellement à la quote-part du prix qu'ils devraient percevoir au titre du Transfert de Titres.

Les Associés ne pourront pas être tenus solidairement entre eux et ne pourront voir leur responsabilité engagée au-delà du prix de cession des Titres Transférés.

Les Associés, dans le cadre du Transfert de Titres, devront être dégagés définitivement de toutes garanties qu'ils auront, le cas échéant, conférées à des Tiers en garantie des engagements de la Société.

Enfin, la Société aura remboursé aux Associés, l'intégralité de leurs comptes courants d'associés.

6.2.2. Les Transferts de Titres effectués en application des présentes devront être libres de tout nantissement ou autre restriction à leur Transfert.

TITRE IV – SUIVI DU PROJET - CONSEIL D'ADMINISTRATION - PRESIDENT - DROIT D'INFORMATION RENFORCE DE L'ASSOCIE MINORITAIRE

Article 7 - Suivi du projet

L'Associé Majoritaire, par l'intermédiaire d'un chargé de projet s'engage à assurer le suivi du développement de Centrales Photovoltaïques.

Article 8 - Conseil d'Administration - Président

8.1. Conseil d'Administration

La Société est gérée et administrée par un Conseil d'Administration, dans les conditions fixées par **l'article 13** de ses statuts.

8.2. Président

Le Président est désigné par décision collective des associés parmi les membres du Conseil d'Administration, dans les conditions fixées par l'**article 14** des statuts de la Société.

Article 9 - Droit d'information renforcé de l'Associé Minoritaire

En complément des informations et documents dont la communication est requise par les dispositions légales et les Statuts de la Société, les Parties conviennent et donnent mandat au représentant légal de la Société, afin que ce dernier communique à l'Associé Minoritaire :

- une copie de tous relevés des comptes bancaires de la Société à première demande de l'Associé Minoritaire qui en ferait la demande ;
- les procès-verbaux des décisions collectives des associés et des Conseils d'Administration dans les meilleurs délais à l'issue desdites réunions ;
- toute information relative à tout événement ayant ou pouvant avoir une influence significativement favorable ou défavorable sur la situation financière, commerciale ou juridique de la Société (y compris tout litige ou réclamation ou menace) dans les meilleurs délais à compter de la survenance de cet événement.

L'Associé Minoritaire pourra, à tout moment et au maximum une (1) fois par an faire diligenter, par un cabinet d'experts (pour réaliser un audit opérationnel), d'expertise-comptable et/ou un cabinet avocats de son choix, un audit comptable et/ou financier et/ou juridique et/ou fiscal et/ou opérationnel de la Société, sous réserve d'en informer la Société et l'Associé Majoritaire dans un délai raisonnable (soit à minima quinze (15) jours à l'avance).

Le représentant légal de la Société devra collaborer de bonne foi avec lesdits experts et faire ses meilleurs efforts pour faciliter la mission de tous experts mandatés par l'Associé Minoritaire notamment en leur fournissant dans les meilleurs délais l'ensemble de la documentation que lesdits experts pourraient raisonnablement demander.

Les frais relatifs à ces audits seront entièrement à la charge de l'Associé Minoritaire ayant fait diligenter l'audit.

TITRE V – DISPOSITIONS GENERALES

Article 10 - Durée

Le Pacte est conclu pour une durée de **vingt-deux (22) ans** à compter de ce jour.

A l'issue de cette période de vingt-deux (22) ans, le Pacte sera reconductible tacitement pour une ou plusieurs périodes de cinq (5) ans, sauf dénonciation préalable par l'un des Associés (auquel cas le Pacte continuera à s'appliquer entre les Associés ne l'ayant pas dénoncé) avec observation d'un délai de préavis de six (6) mois.

Par ailleurs, le Pacte cessera de s'appliquer à tout Associé dès qu'il ne détient plus aucun Titre, à l'exception toutefois des stipulations de l'Article 12.1. (confidentialité) ci-dessous qui continueront à s'appliquer.

Article 11 - Mandataire

11.1. Afin de garantir l'exercice des droits qu'ils se consentent mutuellement et pour conférer au Pacte sa pleine efficacité, les Associés conviennent de désigner de façon conjointe et irrévocable la Société en qualité de mandataire commun chargé de la gestion du Pacte (le "**Mandataire**"). La Société ne pourra être rémunérée pour cette fonction.

La Société intervient spécialement au présent Pacte afin d'accepter ce mandat d'intérêt commun, dans les termes ci-après.

11.2. En sa qualité de gestionnaire du Pacte, le Mandataire recueillera :

- les adhésions au Pacte
- par tous moyens les décisions des Associés ayant pour objet le changement, la modification ou la renonciation à l'une quelconque des stipulations du Pacte, et procédera, le cas échéant, aux modifications du Pacte.

11.3. En sa qualité de gestionnaire du Pacte, le Mandataire :

- (i) sera seul habilité à traiter et, le cas échéant, exécuter les ordres de mouvement, relatifs aux Titres émanant des Associés
- (ii) sera tenu de vérifier la régularité de ces demandes d'ordres de mouvement au regard des engagements contenus dans le Pacte
- (iii) devra veiller à ce que les comptes d'Associés ouverts par la Société mentionnent les restrictions dont les Titres appartenant aux Associés sont grevés en application du Pacte
- (iv) ne devra enregistrer un ordre de mouvement qu'après s'être assuré que les procédures prévues au Pacte ont été respectées et que l'exécution de l'ordre de mouvement peut être menée à bien

11.4. Le présent mandat portera sur la gestion de toutes les Titres appartenant aux Associés.

Article 12 - Dispositions diverses

12.1. Confidentialité

Les Parties reconnaissent expressément que le présent Pacte revêt un caractère confidentiel. En conséquence, son contenu ne pourra être communiqué à quiconque que d'un commun accord entre les Parties, sauf (i) pour chaque Partie à l'égard de ses associés ou affiliés et de ses conseils, (ii) à l'égard de tout acquéreur ou souscripteur potentiel de Titres et ses conseils, sous réserve de la signature par cette personne et ses conseils d'un accord de confidentialité à l'exclusion de ceux qui sont tenus par une obligation de confidentialité, (iii) en application de toute disposition légale ou réglementaire et/ou à la demande de toute autorité judiciaire ou boursière, ou (iv) dans le cadre de toute procédure administrative, judiciaire ou arbitrale impliquant une partie. En outre, il est expressément convenu entre les Parties que l'Associé Majoritaire pourra communiquer le présent Pacte à son conseil communautaire.

12.2. Notifications

Sous réserve de ce qui est dit ci-dessous, les notifications et communications prévues aux présentes seront valablement adressées aux Parties à l'adresse figurant en tête du présent Pacte ou à toute autre adresse que tout Associé pourrait avoir indiqué ultérieurement.

Toute notification ou communication devra être remise en mains propres contre récépissé daté et signé par le destinataire ou adressée par e-mail avec confirmation par courrier recommandé avec demande d'avis de réception et sera présumée reçue à la date apposée par le destinataire sur le récépissé si elle est remise en mains propres ou à celle mentionnée par le destinataire du courrier recommandé sur l'accusé de réception ou encore à sa date de première présentation si elle n'a pas été retirée par son destinataire.

12.3. Intégralité d'accord

Les Parties conviennent que le Pacte représente l'intégralité de leur accord quant à son objet sous réserve des dispositions des statuts de la Société et remplace, annule et prévaut sur toutes conventions ou documents antérieurs ayant un objet identique ou semblable à celui du Pacte. Chacune des annexes et du préambule fait partie intégrante du Pacte.

12.4. Nullité

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Pacte serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, l'annulation n'aura aucun effet sur la validité des autres stipulations du Pacte, et les Parties s'engagent à se concerter pour remédier à la cause de nullité constatée, de sorte que, sauf impossibilité, le Pacte poursuive ses effets sans discontinuité (notamment en substituant à la stipulation concernée une stipulation valable et exécutoire aussi proche que possible de la stipulation du Pacte déclarée nulle ou sans effet).

12.5. Coopération

De manière générale, chacune des Parties et la Société s'engagent à coopérer et collaborer de bonne foi afin de permettre la pleine exécution du Pacte. A cet égard, chacune des Parties et la Société s'engagent à signer ou remettre tous documents et à prendre toutes mesures qui pourraient raisonnablement être demandés par une Partie et/ou par la Société afin d'assurer la bonne exécution du Pacte.

Article 13 - Droit application - Contestations

13.1. Le présent Pacte est régi par le droit français.

13.2. Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable et dans l'esprit du Pacte toutes les difficultés qui surviendront à l'occasion de son interprétation ou de son exécution. Si elles n'y parviennent pas, leurs différends seront soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Roanne.

Article 14 - Processus de signature électronique

En accord entre les parties, les présentes ont été signées par la mise en œuvre d'un processus de signature électronique permettant de procéder à la manifestation du consentement de chaque signataire par l'apposition d'une signature électronique sur un document matérialisé.

Chaque partie déclare accepter que les présentes soient signées par l'intermédiaire du prestataire de services DocuSign et reconnaît que l'utilisation de ce processus de signature électronique constitue un procédé fiable d'identification garantissant le lien entre le signataire, la signature électronique et l'acte auquel elle s'attache en application de l'article 1367 du Code Civil et du décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Communauté d'agglomération ROANNAIS AGGLOMERATION

Représentée par Monsieur Nicolas CHARGEROS

Société SOCIETE DE FINANCEMENT REGIONAL OSER

Représentée par Monsieur Frédéric FOURNIER

Société ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES

Représentée par Monsieur Yves NICOLIN

Société MASSIFICATION SOLAIRE

Représentée par M.....

Annexe 1.4.

STATUTS DE LA SOCIETE

Annexe 3
Plan d'Affaires

Annexe 4.2. **Procédure d'Expertise**

1 - Désignation de l'Expert

En cas de recours à la procédure d'expertise de la présente Annexe conformément aux dispositions du Pacte, les Parties concernées procéderont d'un commun accord à la désignation d'un tiers expert, au sens de l'article 1592 du Code Civil (ci-après l'"**Expert**") dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter selon le cas de la date de la Notification de Sortie Conjointe.

L'Expert devra être indépendant des Parties, du commissaire aux comptes de la Société, et, le cas échéant, des commissaires aux comptes ou auditeurs des Parties.

Si (i) l'Expert n'accepte pas sa nomination, ou (ii) les Parties ne parviennent pas à trouver un accord sur la personne de l'Expert, ce dernier sera désigné sur ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Lyon et en dernier ressort à la requête de la Partie la plus diligente parmi un des cabinets d'expertise comptable de bonne réputation et indépendante des Parties. Les Parties conviennent d'accepter les termes et conditions de la lettre d'engagement proposée par l'Expert sous réserve que ceux-ci soient raisonnables et conformes aux pratiques de marché.

2 - Mission de l'Expert

L'Expert devra, dans les soixante (60) jours calendaires à compter de sa nomination déterminer le Prix de Transfert Cession Conjointe.

L'Expert devra établir un rapport écrit relatant et justifiant les critères d'évaluation retenus et indiquant le Prix de Transfert Cession Conjointe (ci-après le "**Rapport d'Expert**") et notifier le Rapport d'Expert à chacune des Parties concernées dans le délai soixante (60) jours calendaires à compter de sa nomination (ci-après la "**Notification du Rapport d'Expert**").

Le Prix de Transfert Cession Conjointe mentionné dans le Rapport d'Expert, liera irrévocablement les Parties concernées, sauf en cas de non respect des stipulations de la présente annexe ou d'erreur grossière.

3 - Dispositions diverses concernant la procédure d'expertise

Les Parties s'engagent à coopérer et mettre en œuvre tous les moyens afin que la Société coopère pleinement en répondant aux questions raisonnables formulées par les Parties concernées ou l'Expert.

Les Parties s'engagent à donner et se portent fort que la Société donne à l'Expert, un libre accès, ainsi que des copies de toutes informations contenues dans les livres comptables, les comptes, les états financiers, les comptes de gestion, budgets et documents de la Société, que l'Expert jugerait raisonnablement nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Les Parties s'engagent à faire tous leurs efforts afin que les experts comptables et commissaires aux comptes éventuels de la Société coopèrent avec l'Expert, dans l'accomplissement de sa mission et notamment que l'Expert puisse s'entretenir avec les commissaires aux comptes éventuels de la Société sur les états financiers et la situation patrimoniale de la Société.

L'Expert accomplira sa mission dans le respect du principe du contradictoire et devra recueillir les observations des Parties concernées.

Les honoraires et frais de l'Expert relatifs à cette expertise seront supportés au prorata de leur participation dans la Société.

Annexe 6.1.

Modèle d'acte d'adhésion

A : [ensembles des Associés de la Société au jour de l'adhésion au Pacte]

COPIE : [la Société]

A l'attention du mandataire société de la Société.

A [____], le [____],

Mesdames, Messieurs,

Je soussigné [____], faisant référence au pacte d'associés de la société MASSIFICATION SOLAIRE conclu le _____ (ci-après, le "**Pacte**")¹ entre les personnes physiques ou morales visées ci-dessus ou auquel elles ont ultérieurement adhéré,

devant [*acquérir / souscrire*] ce jour, des Titres de la Société,

déclare par la présente, après avoir pris connaissance de l'ensemble des termes du Pacte, adhérer irrévocablement et inconditionnellement à l'ensemble des dispositions du Pacte, et reconnaît être tenu en qualité de porteur de Titres par l'ensemble des obligations qui y sont stipulées et me soumettre à ses dispositions dans les mêmes conditions que si j'en avais été initialement signataire.

Conformément aux dispositions du Pacte et pour son application, je reconnais adhérer audit Pacte en qualité de nouvel associé.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de mes salutations distinguées.

¹ Il est précisé que les termes commençant par une majuscule et qui ne sont pas définis dans la présente lettre ont le sens qui leur est attribué dans le Pacte.

MASSIFICATION SOLAIRE

STATUTS CONSTITUTIFS

Projet ACTIS AVOCATS du 20 mai 2022
Sans valeur juridique susceptible de modification

LES SOUSSIGNEES

la Communauté d'Agglomération ROANNAIS AGGLOMERATION

collectivité territoriale à statut particulier

dont le siège social est à ROANNE (Loire) - 63 Rue Jean Jaurès

immatriculée sous le numéro de SIRET 200 035 731 00013

représentée par Monsieur Nicolas CHARGUEROS, agissant en qualité de Vice-Président Délégué à l'Environnement, Développement Durable et la sylviculture de la Communauté d'Agglomération, spécialement habilité aux termes d'une délibération en date du 2022

la SOCIETE DE FINANCEMENT REGIONAL OSER

société par actions simplifiée au capital de 17.426.000 EUROS

dont le siège social est à LYON (Rhône) - 1 Esplanade François Mitterrand

immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 799 342 530

représentée par Monsieur Frédéric FOURNIER, agissant en qualité de Président de ladite société, dûment habilité aux termes d'une délibération en date du 2022

la société ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES

société anonyme d'économie mixte locale au capital de 150.000 EUROS

dont le siège social est à ROANNE (Loire) - Roannais Agglomération - 63, rue Jean Jaurès

immatriculée au RCS de ROANNE sous le numéro 829 482 561

représentée aux fins des présentes par Monsieur Yves NICOLIN, agissant en qualité de Président Directeur Général, dûment habilité aux termes d'une délibération en date du 2022

**ONT ETABLI, AINSI QU'IL SUI, LES STATUTS DE LA SOCIETE PAR
ACTIONS SIMPLIFIEE QU'ELLES ONT CONVENU DE CONSTITUER**

TITRE I

FORME - DÉNOMINATION - SIÈGE - OBJET - DURÉE

Article 1 - Forme sociale

La société (ci-après la "Société") est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code Monétaire et Financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Article 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est :

MASSIFICATION SOLAIRE

Dans tous actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "*Société par actions simplifiée*" ou de l'abréviation "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 3 - Siège social

Le siège de la Société est fixé à :

ROANNAIS AGGLOMERATION 63, rue Jean Jaurès - 42311 ROANNE

Il pourra être transféré en tout autre endroit (du même département ou des départements limitrophes) par décision du Conseil d'Administration qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article 19 des statuts.

Article 4 - Objet social

La Société a pour objet le développement, le financement, la construction et l'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture ou parking, sur le territoire de ROANNAIS AGGLOMERATION.

Pour la mise en œuvre de cet objet, la Société exercera :

- les activités visées ci-dessus, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui
- le tout directement ou indirectement, dans les limites légales par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou établissements
- d'une manière plus générale, elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Article 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article 19 des statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration doit provoquer une réunion des associés statuant dans les conditions définies à l'article 19 des statuts, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Article 6 - Apports

Il a été fait apport, lors de la constitution de la société par ses associées, des sommes en numéraire suivantes :

- par la Communauté d'Agglomération ROANNAIS AGGLOMERATION la somme de sept cent vingt EUROS, ci	720 EUROS
- par la SOCIETE DE FINANCEMENT REGIONAL OSER la somme de cent quatre-vingt EUROS, ci	180 EUROS
- par la société ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES la somme de cent EUROS, ci	100 EUROS
	<hr/>
soit au total, la somme de mille EUROS, ci	1.000 EUROS

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération intégrale de cent (100) actions de dix (10) EUROS chacune, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par, Agence de

Conformément aux dispositions du Code de Commerce, le retrait de cette somme ne pourra être effectué par le Président qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et sur présentation du certificat du Greffier attestant de l'accomplissement de cette formalité.

Article 7 - Capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de mille (1.000) EUROS, divisé en cent (100) actions de dix (10) EUROS chacune, toutes de même catégorie et entièrement souscrites et libérées en numéraire.

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant selon les modalités et conditions fixées par les présents statuts sur le rapport du Conseil d'Administration. Les associés peuvent déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, l'augmentation ou la réduction du capital.

8.1. Augmentation de capital social

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi. Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire :

- les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence irréductible à la souscription de ces actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable pendant le délai de souscription s'il provient d'une action elle-même négociable.
- l'assemblée qui décide cette augmentation peut décider, dans les conditions prévues par les dispositions légales, de supprimer totalement ou partiellement ce droit préférentiel de souscription. Les associés peuvent également renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.
- les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par les dispositions légales et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Sous réserve des exceptions prévues par les dispositions légales, le capital existant doit être intégralement libéré avant toute augmentation de son montant par émission d'actions à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

8.2. Libération des actions

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Conseil d'Administration en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Conseil d'Administration, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

8.3. Réduction de capital social

La réduction de capital peut être décidée pour quelque cause que ce soit et de quelque manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachats partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Article 9 - Forme des valeurs mobilières

9.1. Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la Société sont obligatoirement nominatives.

9.2. Inscription en compte des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés à l'action, exposés ci-après, suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

10.1. Droit de l'associé sur l'actif social et sur les bénéfices

Chaque action donne droit dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de société, comme en cas de liquidation, et ceci selon les conditions et modalités par ailleurs, éventuellement stipulées dans les présents statuts.

S'il y a lieu et pour parvenir à ce résultat, il sera fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

10.2. Obligations des associés

- a) Les associés sont tenus de respecter les présents statuts ainsi que les décisions des organes sociaux dans la mesure où la possession d'une (1) action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des organes sociaux.
- b) Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.
- c) Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

d) Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

- En cas d'indivision :

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par l'un d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises.

- En cas de démembrement d'actions : nue-propriété et usufruit :

Le droit de vote aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier. Cependant, les associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux décisions collectives.

En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

TITRE III

CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

Article 11 - Cession et transmission des actions

11.1. Définitions

Dans le cadre du présent article, les associés sont convenus des définitions ci-après, étant précisé que tous les termes et expressions définis dans le corps du présent article ne sont pas nécessairement repris ici et que la définition qui leur est ainsi donnée est applicable à tout l'article.

Action(s) : Désigne toute action, valeur mobilière, titre (ou démembrement de titre) représentatif d'une quotité du capital social de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif d'une quotité du capital social de la Société, ainsi que tout droit de souscription ou d'attribution et plus généralement tout droit quelconque conféré aux Associés de la Société.

Associé(s) : Désigne individuellement ou collectivement toute personne détenant une ou des Action(s) de la Société.

Contrôle : A le sens qui lui est donné par l'article L. 233-3 I du Code de commerce français, les termes "**Contrôlant**" et "**Contrôlé(e)**" et "**Contrôlent**" s'entendant par référence à la notion de Contrôle ainsi définie.

Tiers : S'entend de toute personne physique ou morale ou fonds n'étant ni un Associé, ni la Société.

Transfert : Désigne (i) tout transfert de propriété réalisé à titre gratuit ou onéreux à quelque titre que ce soit et sous quelque forme qu'il intervienne, y compris, notamment, les transferts par voie d'apport en société, de fusion, scission, d'échange, de distribution en nature, de vente à réméré, de prêt de titres, de transferts en fiducie ou en trust (ou autres opérations semblables), de donation, de décès, de liquidation de société, communauté ou succession ou (ii) renonciation individuelle à un droit de souscription ou d'attribution ou (iii) constitution ou réalisation de sûreté sur les Actions. Il est précisé que l'expression "**Transfert d'Actions**" comprendra aussi bien les Transferts portant sur la propriété des Actions que ceux portant sur la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres démembrements ou droits dérivant d'une Action tels que les droits de vote ou le droit de percevoir un dividende et le verbe "**Transférer**" s'entendra de la même manière.

11.2. Modalités de cession, de transmission et de négociabilité des Actions

- (i) Le Transfert des Actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.
- (ii) En cas d'augmentation de capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci. Les mouvements d'actions non libérées des versements exigibles ne sont pas autorisés.
- (iii) Tout Transfert d'Actions est soumis, selon les modalités ci-après définies, à l'agrément et au droit de préemption de la Société.

- (iv) Tout Transfert d'Actions appartenant aux actionnaires collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales doit être autorisée par délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale concernée ou du groupement de collectivités territoriales concerné.

11.3. Droit de Préemption

- 11.3.1 Les Associés se consentent réciproquement un droit de préemption (le "**Droit de Préemption**") sur le Transfert d'Actions.

En conséquence, préalablement à tout Transfert d'Actions de la Société, chaque Associé doit faire bénéficier les autres Associés du Droit de Préemption ci-après défini.

- 11.3.2 Toutefois, ne seront pas soumis au Droit de Préemption, tout Transfert par un Associé à toute société de portefeuille, intervenant dans un but exclusivement patrimonial, Contrôlée exclusivement par ce dernier.

Les Transferts exonérés du Droit de Préemption devront être notifiés préalablement aux autres Associés au moins quinze (15) jours avant leur réalisation afin que les autres Associés puissent procéder aux vérifications nécessaires avant le Transfert.

- 11.3.3 Afin de permettre l'exercice du Droit de Préemption, l'Associé souhaitant réaliser un Transfert de tout ou partie des Actions de la Société qu'il détient (ci-après le "**Cédant**"), devra le notifier, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux autres Associés de la Société bénéficiant du Droit de Préemption (ci-après les "**Bénéficiaire(s)**"), cette notification étant ci-après désignée la "**Notification de Transfert**".

La Notification de Transfert devra contenir les indications suivantes :

- (i) une identification complète du Cessionnaire bénéficiaire du Transfert envisagé et, le cas échéant, des personnes morales et physiques qui le Contrôlent ;
- (ii) le nombre d'Actions dont le Cédant envisage le Transfert (ci-après les "**Action(s) Concernée(s)**") ;
- (iii) le prix offert par Action Concernée ;
- (iv) les conditions de paiement ;
- (v) les garanties que le Cédant concède dans ce cadre ;
- (vi) une copie certifiée conforme de l'offre du Cessionnaire.

La Notification de Transfert vaut offre indivisible et irrévocable de Transférer aux Bénéficiaires les Actions Concernées et ce aux conditions qu'elle indique, à l'exclusion de toute autre.

- 11.3.4 A compter de la date d'envoi de la Notification de Transfert, chaque Bénéficiaire disposera d'un délai de trente (30) jours pour adresser au Cédant une notification de sa décision d'acquérir les Actions Concernées aux prix et conditions de la Notification de Transfert (cette notification étant ci-après désignée la "**Notification d'Achat**").
- 11.3.5 En l'absence de Notification d'Achat dans le délai de trente (30) jours par les Bénéficiaires ou si l'ensemble des demandes de préemption notifiées par les Bénéficiaires est inférieur à la totalité des Actions dont la Transmission est projetée, le Cédant pourra réaliser le Transfert projeté, sous réserve du Droit d'Agrément, dans un délai de trente (30) jours de l'expiration du délai d'exercice du Droit d'Agrément stipulé au paragraphe 11.4.5. ci-après, aux prix et conditions notifiés et au profit du Cessionnaire indiqué dans la Notification de Transfert.
- 11.3.6 Si l'ensemble des demandes de préemption notifiées par les Bénéficiaires est supérieur ou égal à la totalité des Actions dont la Transmission est projetée, les demandes de préemption émanant des Bénéficiaires seront servies à proportion de leur droit irréductible puis réductible et ce dans la limite du nombre d'Actions qu'ils ont entendu préempter lors de la Notification d'Achat.

Par le seul fait de la Notification d'Achat par les Bénéficiaires du Droit de Préemption (sous réserve que l'ensemble des demandes de préemption notifiées porte sur la totalité des Actions dont la Transmission est projetée), la cession des Actions Concernées sera réalisée au profit desdits Bénéficiaires, aux conditions proposées par le Cessionnaire, résultant de la Notification de Transfert.

Il est précisé qu'en tout état de cause, le prix versé par les Bénéficiaires du Droit de Préemption pour l'exercice de leur droit de préemption devra toujours être versé en numéraire.

11.4. Droit d'Agrément

- 11.4.1 En l'absence de Notification d'Achat dans le délai visé au paragraphe 11.3.4. ci-dessus ou si l'ensemble des demandes de préemption notifiées par les Bénéficiaires est inférieur à la totalité des Actions dont la Transmission est projetée, les Actions ne pourront être cédées au profit du Cessionnaire indiqué dans la Notification de Transfert qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues au titre V ci-après, le Cédant pouvant participer au vote.

Ce Droit d'Agrément n'est pas applicable au Transfert visé au paragraphe 11.3.2.

- 11.4.2 Au plus tard au terme visé au paragraphe 11.3.4. ci-dessus, le Conseil d'Administration dispose d'un délai de soixante (60) jours pour réunir les Associés, dans les conditions prévues au titre V ci-après.

11.4.3 Le Conseil d'Administration dispose d'un délai de sept (7) jours à compter de la décision collective des associés pour faire connaître au Cédant sa décision. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

11.4.4 Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

11.4.5 En cas d'agrément, le Cédant pourra réaliser le Transfert projeté dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception visée au paragraphe 11.4.3. ci-dessus, aux prix et conditions notifiés et au profit du Cessionnaire indiqué dans la Notification de Transfert. A défaut de réalisation du Transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

11.4.6 En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les Actions du Cédant par un ou plusieurs Tiers et/ou Associés agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des Actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un (1) mois ; l'agrément du Cessionnaire est réputé acquis.

En cas d'acquisition des Actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Les conditions du rachat des Actions par un Tiers et/ou un Associé et/ou par la Société devront être alignés sur les conditions de la Notification de Transfert.

Article 12 - Location d'actions autorisée

Les actions peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L 239-2 du Code de Commerce.

Le Locataire des actions doit être agréé dans les conditions prévues ci-dessus.

Le défaut d'agrément du Locataire interdit la location effective des actions. Pour que la location soit opposable à la Société, le Contrat de location, établi par acte sous seing privé soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou par acte authentique, doit lui être signifié par acte extra judiciaire ou accepté par son représentant légal dans un acte authentique. La fin de la location doit également être signifiée à la Société, sous l'une ou l'autre de ces formes.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres nominatifs de la Société. Cette mention doit être supprimée du registre des titres dès que la fin de la location a été signifiée à la Société.

Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les décisions collectives portant

sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société. Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire.

A compter de la délivrance des actions louées au Locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux décisions collectives.

Conformément aux dispositions de l'article R 225-68 dernier alinéa du Code de Commerce, le titulaire du droit de vote attaché aux actions nominatives louées depuis un mois au moins avant la date de l'insertion de l'avis de convocation doit, même s'il n'en a pas fait la demande, être convoqué à toute assemblée générale.

Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et en fin de contrat. En outre, si la location est consentie par une personne morale, les actions louées doivent également être évaluées à la fin de chaque exercice comptable.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 13 - Conseil d'Administration

La Société est gérée et administrée par un Conseil d'Administration.

13.1. Composition et fonctionnement du Conseil d'Administration

13.1.1. Administrateur

Le Conseil d'Administration est composé de cinq (5) administrateurs qui sont désignés par les associés :

- (i) trois (3) administrateurs nommés par ROANNAIS AGGLOMERATION
- (ii) un (1) administrateur nommé par la société ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES
- (iii) un (1) administrateur nommé par la Société OSER

et nommés par décision collective des associés.

Les administrateurs visés aux (i) et (ii) appartiennent au collège A et l'administrateur visé au (iii) appartient au collège B.

Chaque collège dispose d'une voix au sein du Conseil d'Administration.

Chaque associé informera les autres associés de la désignation du(des) administrateur(s) le représentant par tout moyen écrit et il en sera pris acte lors de la réunion du Conseil d'Administration suivant.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Quand les administrateurs sont des personnes morales, celles-ci peuvent désigner un représentant permanent.

A défaut, le représentant permanent est le représentant légal de la personne morale ou toute personne justifiant d'un pouvoir de représentation.

13.1.2. Durée des fonctions des administrateurs

13.1.2.1 Administrateurs autres que ceux représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements

Les administrateurs autres que ceux représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements sont nommés pour une durée déterminée de six (6) années renouvelables, expirant à l'issue de la décision collective des associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année en cours de laquelle expire le mandat.

L'administrateur élu par décision collective des associés en remplacement d'un autre administrateur est désigné pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

Tout administrateur est révocable à tout moment par l'associé qui l'a désigné. La révocation d'un administrateur ne donnera lieu au paiement d'aucune indemnité de la part de la Société.

Tout administrateur peut démissionner de son mandat social à condition d'en avertir au préalable et par écrit le Conseil d'Administration (avec copie aux associés), deux (2) mois avant la prise d'effet de la démission.

Pour autant que le Conseil d'Administration comprenne au moins trois (3) membres en fonction, le Conseil d'Administration peut, en cas de vacance d'un poste, pour quelque cause que ce soit, procéder, à titre provisoire, au remplacement des postes vacants, entre deux décisions collectives des associés.

La décision de cooptation doit être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés statuant dans les conditions définies à l'article 19 des statuts.

Si la nomination provisoire n'était pas ratifiée par la collectivité des associés, les délibérations adoptées et les actes accomplis par le Conseil d'Administration n'en demeurerait pas moins valables.

Le membre du Conseil d'Administration dont la cooptation a été ratifiée par la collectivité des associés, ne reste en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

La cooptation est interdite si le nombre de membres du Conseil d'Administration restant en fonction est inférieur à trois. Il appartient, dans ce cas, aux membres du Conseil d'Administration restant en fonction de provoquer sans délai une décision collective des associés, afin de compléter la composition de celui-ci.

13.1.2.2 Administrateurs représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements

Les administrateurs représentant les collectivités territoriales ou leurs groupements sont nommés pour la durée de leurs mandats, au sein des collectivités territoriales ou leurs groupements, soit :

- pour les administrateurs représentant une commune, lors du renouvellement intégral du Conseil Municipal
- pour les administrateurs représentant un département, lors du renouvellement intégral du Conseil Départemental
- pour les administrateurs représentant une région, lors du renouvellement intégral du Conseil Régional
- pour les administrateurs représentant un groupement, lors du renouvellement partiel ou intégral de l'assemblée délibérante du groupement.

Toutefois, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur(s) remplaçant(s) par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement et la nomination du(des) remplaçant(s) et la nomination de ce(s) remplaçant(s), par une décision collective des associés.

En cas de vacance du siège par décès ou par démission d'un ou plusieurs administrateurs représentant une collectivité territoriale ou un groupement au Conseil d'Administration, l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement associé désigne son représentant lors de la première réunion qui suit cette vacance afin de pourvoir au remplacement de leur représentant dans les plus brefs délais.

Les représentants des collectivités locales ou de leurs groupements peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration de la Société par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement qui les a élus.

En cas de démission de l'ensemble des membres d'une collectivité territoriale ou d'un groupement ou d'annulation devenue définitive de l'élection de l'ensemble des membres d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, le mandat des représentants est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement.

13.1.3. Rémunération

Les administrateurs ne sont pas rémunérés.

13.2. Fonctionnement et pouvoirs du Conseil d'Administration

13.2.1. Pouvoirs

Le Conseil d'Administration aura pour attribution de définir la stratégie et la politique générale de la Société, de veiller à leur mise en œuvre et d'autoriser certaines décisions. Le Conseil d'Administration prend également toutes décisions nécessaires concernant le développement, le financement, la construction et l'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture ou parking, sur le territoire de ROANNAIS AGGLOMERATION.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi et par les statuts aux associés et/ou au Président, le Conseil d'Administration se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration sera, en particulier, compétent pour statuer sur les décisions suivantes, sans préjudice des décisions collectives des associés :

- Validation du Budget Annuel de la Société
- Validation, modification et actualisation du Plan d'Affaires de la Société
- Toute décision impliquant immédiatement ou à terme, des dépenses, investissements ou engagements, à la charge de la Société non comprises dans le Plan d'Affaires ou le Budget Annuel :
 - Pour la phase de construction de chaque centrale photovoltaïque, toute dépense dont le montant est supérieur à cinquante mille (50.000) EUROS hors taxes ou toute dépense prévue dans le Plan d'Affaires ou le Budget Annuel qui excéderait de cinquante mille (50.000) EUROS hors taxes le montant budgété initialement
 - Pour la phase d'exploitation de chaque centrale photovoltaïque, toute dépense dont le montant est supérieur à dix mille (10.000) EUROS hors taxes par an ou toute dépense prévue dans le Plan d'Affaires ou le Budget Annuel qui excéderait de dix mille (10.000) EUROS hors taxes le montant budgété initialement
- Toute décision relative à des études de faisabilité et/ou des autorisations administratives et/ou des constructions et/ou au développement et/ou à l'exploitation de chaque centrale photovoltaïque, sauf si elle est incluse dans le Plan d'Affaires ou le Budget Annuel
- Toute décision d'acquisition ou de cession d'actifs de la Société
- Tout engagement financier (au titre d'un emprunt, d'une garantie, etc.) souscrit par la Société
- Toute décision relative à la composition du capital de la Société, (notamment augmentation immédiate ou à terme, réduction, amortissement, apport partiel d'actifs, restructuration, cession de titres de capital, etc.)
- Toute décision de fusion, scission, restructuration, dissolution, liquidation, apport partiel d'actifs, mise en location gérance ou transfert d'actifs essentiels de la Société
- Toute décision d'ouverture et fermeture de succursales, établissements ou filiale
- Toute décision de procéder à un recrutement de salarié(s) et/ou rémunérer ses mandataires sociaux.

13.2.2. Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par an, sur convocation du Président, indiquant précisément l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion ou :

- en cas d'empêchement du Président par trois (3) membres du Conseil d'Administration au moins
- en cas de désaccord avec le Président et/ou de refus de celui-ci de convoquer le Conseil d'Administration par un (1) de ses membres au moins.

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins huit (8) jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Conseil d'Administration renoncent à ce délai.

La convocation doit indiquer l'ordre du jour et être accompagnée des documents nécessaires à la parfaite information des administrateurs et les outils d'aide à la décision des administrateurs.

Par exception, une réunion du Conseil d'Administration peut se tenir sans délai si l'ensemble des administrateurs en sont d'accord et sont présents ou représentés.

Toute personne dont les compétences seraient nécessaires pourra être invitée aux réunions du Conseil d'Administration. Les personnes invitées n'auront pas de droit de vote. Il est convenu entre les associés que devra être limité le nombre de personnes invitées aux réunions du Conseil d'Administration afin de faciliter les échanges et la prise des décisions par le Conseil d'Administration.

La présence physique des membres du Conseil d'Administration n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié, et notamment, par visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective (transmission de la voix et de l'image, ou au moins de la voix de tous les participants, de façon simultanée et continue), conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier aux dispositions de l'article R 225-21 du Code de Commerce.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent résulter d'une consultation écrite (notamment par échanges de courriels) dès lors que l'ensemble des Administrateurs répondent.

Les réunions du Conseil d'Administration sont présidées par le Président.

En l'absence du Président, le Conseil d'Administration désigne la personne appelée à présider la réunion.

Le Président dresse une feuille de présence des membres présents et représentés.

Les décisions du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et un autre membre du Conseil d'Administration appartenant au collège B, consignés dans un registre spécial.

La société peut également recourir à une tenue dématérialisée du registre des décisions du Conseil d'Administration et à la signature électronique des procès-verbaux des décisions du Conseil d'Administration.

13.2.3. Règles de quorum et de majorité

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si plus de la moitié (1/2) de ses administrateurs sont présents ou représentés et incluant nécessairement l'administrateur du collège B (ce dernier pouvant être présent ou représenté).

Un administrateur peut donner mandat à un autre administrateur aux fins de le représenter y compris s'ils n'appartiennent pas au même collège (étant précisé que, dans ce cas, l'administrateur ayant un pouvoir sera réputé voter, au titre de son pouvoir, dans le collège de son mandant et, à titre personnel, dans son collège). Un administrateur peut détenir plusieurs pouvoirs.

Un administrateur peut également donner mandat, à titre exceptionnel, à un tiers soit :

- pour un administrateur du collège A, au profit d'une personne physique ayant des fonctions au sein de ROANNAIS AGGLOMERATION, spécialement habilité
- pour un administrateur du collège B, au profit d'une personne physique ayant des fonctions au sein de OSER, spécialement habilité

Toutes les décisions du Conseil d'Administration doivent être approuvées à la majorité simple des deux collèges A et B, le collège A comptant pour une voix et le collège B comptant pour une voix.

Article 14 - Président de la Société

14.1. Désignation

Le Président est désigné par décision collective des associés parmi les membres du Conseil d'Administration.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. La personne morale nommée Président de la Société désignera un représentant permanent personne physique, chargé d'assumer ses fonctions.

14.2. Durée des fonctions

Le Président est désigné par décision collective des associés pour la durée de son mandat d'administrateur.

Les fonctions de Président cessent par :

- l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination
- son décès
- sa révocation

- sa démission, laquelle ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un préavis de deux (2) mois
- sa dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale
- son interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins quinze (15) % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité de quatre-vingt-cinq (85) % des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

14.3. Cumul des mandats

Le Président n'est soumis à aucune limitation de mandat.

14.4. Rémunération

Le Président ne pourra pas percevoir de rémunération au sein de la Société.

Le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de son mandat pour le compte de la Société.

14.5. Pouvoirs - Délégations de pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

A cet égard, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts au Conseil d'Administration et aux décisions collectives des associés.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des présents statuts suffise à constituer cette preuve.

En outre, le Président peut, dans la limite de ses attributions et sous sa responsabilité, conférer toute délégation de pouvoirs à tout tiers limitée dans son objet (en vue de la réalisation d'opérations déterminées) et limitée dans le temps.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

Article 15 - Directeur Général

15.1. Désignation

Le Conseil d'Administration peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique d'assister le Président en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

15.2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire du Conseil d'Administration, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Conseil d'Administration. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, les fonctions de Directeur Général cessent par :

- l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination
- son décès
- sa révocation
- sa démission, laquelle ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un préavis de deux (2) mois
- sa dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale
- son interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

15.3. Rémunération

Le Directeur Général ne pourra pas percevoir de rémunération au sein de la Société.

Le Directeur Général pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de son mandat pour le compte de la Société.

15.4. Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction générale que le Président. Il pourra ainsi disposer des pouvoirs les plus étendus afin de diriger, de gérer ou d'engager à titre habituel la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts au Conseil d'Administration et aux décisions collectives des associés.

Article 16 - Conventions réglementées

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce doit être portée à la connaissance du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, et être approuvée par la collectivité des associés dans les conditions à l'article 19 des présents statuts.

Le Président ou le Commissaire aux Comptes si la Société en est dotée, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de Commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

Article 17 - Commissaires aux Comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 19 des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Enfin, une minorité d'associés représentant au moins le tiers du capital peut également obtenir la nomination d'un Commissaire aux comptes s'ils en font la demande motivée auprès de la Société.

Le Commissaire aux comptes ainsi désigné sera obligatoirement nommé pour trois exercices, ce qui implique qu'il exercerait sa mission dans le cadre de l'audit légal « Petites entreprises » et non dans le cadre d'un audit « classique ».

Le(s) Commissaire(s) aux Comptes doit(vent) être invité(s) à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Article 18 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société en une société d'une autre forme
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction
- fusion, scission, apport partiel d'actifs
- dissolution ou liquidation de la Société
- nomination des Commissaires aux Comptes
- nomination et révocation du Président, fixation de sa rémunération
- création ou suppression d'organes de gestion ou de surveillance et nomination et révocation des membres composant ces organes
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés
- continuation de l'activité de la Société malgré la perte de plus de la moitié du capital social
- modification des statuts, sauf transfert du siège social dans les conditions prévues à l'article 3
- agrément des cessions d'actions.

Seront qualifiées d'extraordinaires les décisions collectives des associés emportant modification des statuts. Toutes décisions collectives des associés non qualifiées d'extraordinaires seront qualifiées d'ordinaires.

Article 19 - Règles d'adoption des décisions collectives

19.1. Participation et représentation des associés

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

La Société prendra en considération, tous les transferts de propriété des titres qui pourront intervenir entre la date de réception, par la Société, des procurations et votes à distance et la date requise pour l'inscription en compte des titres. En conséquence, les procurations et votes à distance préalablement émis par l'associé cédant seront modifiés en conséquence ou invalidés.

Les associés peuvent être représentés par un autre associé ou par tout autre personne dûment mandatée à cet effet. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits. Le nombre de mandats dont peut disposer un seul associé n'est pas limité.

19.2. Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

19.3. Règles de quorum et majorité

Un quorum **de quatre-vingt-cinq (85) %** des actions ayant le droit de vote est exigé pour la validité des décisions collectives sur première convocation. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives des associés sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins **quatre-vingt-cinq (85) % des voix** des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées **à l'unanimité** des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés ou ayant voté par correspondance :

- celles prévues par les dispositions légales
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés (étant précisé que la modification de l'article 11 des présents statuts n'est pas considérée comme ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés)
- la dissolution de la Société
- la transformation de la Société en société d'une autre forme.

Article 20 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée, d'une consultation par correspondance ou d'un acte signé par tous les associés.

20.1. Règles applicables à toutes les formes de décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Conseil d'Administration ou du Président sur délégation du Conseil d'Administration.

Tout associé ou tout groupe d'associés réunissant au moins quinze (15) % du capital et des droits de vote de la Société, peut demander la convocation d'une assemblée.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

La convocation à une assemblée générale ou à une consultation par correspondance est effectuée par tous moyens de communication écrite **huit (8) jours** au moins avant la date de la réunion ou la date fixée pour la fin de la consultation par correspondance.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai et la fin du délai de consultation par correspondance peut être abrégée, si tous les associés y consentent.

En cas de décision collective résultant de la signature d'un acte par tous les associés, le Conseil d'Administration organise les modalités de signature de la décision, selon les modalités qui lui paraissent appropriées.

La convocation indique l'ordre du jour. Elle est accompagnée de tous les documents prescrits par la réglementation en vigueur et de tous documents utiles pour permettre aux associés de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Les associés ne peuvent délibérer que sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Toutefois, les associés peuvent, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration et/ou le Président et procéder à leur remplacement.

Quel que soit le mode d'adoption de la décision collective, les associés bénéficient de la même information et des mêmes droits de communication, tels que prévus aux présents statuts.

Le(s) Commissaire(s) aux Comptes, si la Société en est dotée, est(sont) convoqué(s) à toutes les assemblées ou informés préalablement, dans les mêmes conditions que les associés, de toute consultation par correspondance ou de tout projet de décision résultant d'un acte signé par tous les associés et est(sont) mis en mesure de présenter tous commentaires ou informations qui lui(leur) paraîtrait(ent) utiles au consentement éclairé des associés. Il(s) reçoit(vent) les mêmes documents et informations que les associés.

20.2. Règles spécifiques applicables aux décisions collectives prises en assemblée générale

20.2.1. Lorsque les décisions sont prises en assemblée générale, l'assemblée peut se dérouler physiquement ou par tout autre moyen et notamment par voie de visioconférence ou tous moyens de télécommunication électronique, dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation de l'assemblée. En application des dispositions de l'article R 225-97 du Code de Commerce, les moyens de visioconférence ou de télécommunications utilisés pour permettre aux associés de participer à distance aux assemblées générales devront présenter des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée et permettant la retransmission continue et simultanée de la voix et de l'image, ou au moins de la voix, des participants à distance.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par mail.

Les règles relatives à la représentation des associés pour les décisions collectives de la Société, et notamment celles concernant les modalités du vote par procuration, le contenu, les mentions obligatoires et les documents et informations joints à toute formule de procuration, sont celles applicables à la représentation des associés aux assemblées dans les SA.

Les associés peuvent également participer à distance aux décisions collectives, au moyen d'un formulaire de vote à distance ou d'un document unique de vote, dans les conditions et selon les modalités prévues pour les SA.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N° 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

20.2.2. Lors de chaque assemblée, le président de séance pourra choisir d'établir une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose, qu'il certifiera après l'avoir fait émargée par les associés présents ou leurs représentants, ou de mentionner, dans le procès-verbal, l'identité des associés présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions et de voix dont chacun dispose.

Article 21 - Procès-verbaux des décisions collectives

Le Président ou le Président de séance en cas de réunion d'une assemblée, établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues au paragraphe ci-après.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et un secrétaire s'il en a été désigné un ou un associé présent, sauf s'il n'a pas été établi de feuille de présence auquel cas le procès-verbal de l'assemblée doit être signé par les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, le cas échéant, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix, adoptées ou rejetées.

En cas de décision collective résultant d'un acte signé de tous les associés, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés, les décisions mises aux voix, adoptées ou rejetées. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

En cas de décision collective résultant d'une consultation par correspondance, le Président consigne les résultats des votes dans une décision, mentionnant les documents et informations communiqués préalablement aux associés, les décisions mises aux voix, adoptées ou rejetées.

Le procès-verbal de la décision du Président est signé par ce dernier et il y est annexé les réponses de chaque associé ayant voté par correspondance. Ce procès-verbal est retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Dans tous les cas, la société peut également recourir à une tenue dématérialisée du registre des décisions collectives et à la signature électronique des procès-verbaux des décisions collectives.

Article 22 - Information et droit de communication des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du Conseil d'Administration et/ou du(des) Commissaire(s) aux Comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date fixée pour la consultation.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du(des) Commissaire(s) aux Comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Article 23 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 24 - Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice sera clos le 31 décembre

Article 25 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels de l'exercice.

A la clôture de chaque exercice, il est :

- dressé l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif
- dressé également les comptes annuels
- annexé au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle
- établi un rapport de gestion contenant les indications fixées par les dispositions légales et réglementaires. Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires
- établi, le cas échéant, les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Si des Commissaires aux Comptes sont nommés, tous ces documents sont mis à leur disposition dans les conditions légales.

Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du ou des Commissaires aux Comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux Comptes, lors de cette décision collective.

Article 26 - Affectation et répartition des résultats

26.1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

26.2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

26.3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Conseil d'Administration fixe les modalités de paiement des dividendes.

En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant des acomptes sur dividendes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La décision collective des associés a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions, dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VII

PERTES - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 27 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié (1/2) du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par les dispositions légales, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié (1/2) du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 28 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par les dispositions légales ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs (ci-après « Liquidateur »).

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 29 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière à ce que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs en premier et dernier ressort.

ARTICLE 30 – NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés en qualité de premiers administrateurs de la société :

30.1 Administrateurs représentant ROANNAIS AGGLOMERATION

.....

membres du collège A

et ce, conformément aux dispositions du paragraphe 13.1.2.2 ci-dessus, pour la durée de leurs mandats respectifs au sein des collectivités territoriales ou leurs groupements

30.2 Administrateur représentant la société ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES

.....

membre du collège A
et ce, pour une durée déterminée de six (6) années renouvelables, expirant à
l'issue de la décision collective des associés ayant statué sur les comptes de
l'exercice écoulé et tenue dans l'année en cours de laquelle expire le mandat

30.3 Administrateur représentant la société OSER

.....

membre du collège B
et ce, pour une durée déterminée de six (6) années renouvelables, expirant à
l'issue de la décision collective des associés ayant statué sur les comptes de
l'exercice écoulé et tenue dans l'année en cours de laquelle expire le mandat

lesquels membres déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire aux conditions
requis pour leur exercice.

ARTICLE 31 – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Est nommé en qualité de premier Président de la société :

.....

pour la durée de de son mandat d'administrateur, lequel déclare accepter lesdites
fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises pour leur exercice.

ARTICLE 32 – NOMINATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le premier Commissaire aux Comptes de la société, nommé aux termes des
présents statuts, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'assemblée
générale des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31
décembre, est :

.....

lequel a déclaré accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions
requis pour leur exercice.

ARTICLE 33 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son
immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à M et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

ARTICLE 34 - PROCESSUS DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les présents statuts ont été signés par la mise en œuvre d'un processus de signature électronique permettant de procéder à la manifestation du consentement du signataire par l'apposition d'une signature électronique sur un document matérialisé.

Le signataire déclare accepter que les présents statuts soient signés par l'intermédiaire du prestataire de services DocuSign et reconnaît que l'utilisation de ce processus de signature électronique constitue un procédé fiable d'identification garantissant le lien entre le signataire, la signature électronique et l'acte auquel elle s'attache en application de l'article 1367 du Code Civil et du décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Signature : Statuts signés électroniquement à la date figurant sous les signatures ci-dessous

Pour la Communauté d'Agglomération ROANNAIS AGGLOMERATION

Monsieur Nicolas CHARGUEROS

Pour la SOCIETE DE FINANCEMENT REGIONAL OSER

Monsieur Frédéric FOURNIER

Pour la société ROANNAISE DES ENERGIES RENOUVELABLES

Monsieur Yves NICOLIN